

Faits saillants

- Plus d'un millier d'enfants sont associés aux groupes armés dans le Territoire de Walikale, selon un atelier sur les enfants associés aux forces et groupes armés.
- Plus de 3 000 personnes, dont les déplacées internes, seront desservies en eau potable dans la zone de Nyabiondo, en Territoire de Masisi.

Contexte général

Selon les conclusions d'un atelier organisé mi-août avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sur les enfants sortis des forces et groupes armés (ESFGA) dans le Territoire de Walikale, plus d'un millier d'enfants sont actuellement associés aux groupes armés et sont victimes des violations massives de leurs droits au sein de ces groupes. L'activisme accru des groupes armés dans le Territoire de Walikale est à la base d'abus des droits humains commis contre la population civile, notamment les femmes et les enfants. En outre, un nombre important d'enfants sortis des forces et groupes armés sont toujours exposés au risque d'être recrutés à nouveau par des groupes armés. Cette situation est accentuée par la faiblesse de l'autorité de l'Etat dans certains groupements et localités où des centaines d'enfants n'ont pas accès aux services sociaux de base.

L'accélération des opérations de sécurisation de la zone, la restauration de l'autorité de l'Etat à travers ce territoire, le renforcement de la protection des enfants durant les opérations militaires, ainsi que le renforcement et l'appui à la prise en charge et réinsertion socio-économique des ESFGA sont parmi les mesures proposées au cours de cet atelier afin de renforcer la protection des enfants et autres groupes vulnérables.

Mouvements de population

- Dans le Territoire de Lubero, environ 1 800 personnes (351 ménages) qui avaient trouvé refuge à Mangurejipa (nord-ouest de Lubero) suite aux affrontements le 14 juillet à Musange entre les groupes armés Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et Nduma Defence of Congo (NDC) ont commencé à retourner chez elles depuis le 22 août. Ces retournés rapportent de nombreuses exactions, dont des cas de violence physique et des vols d'objets de valeur, par certains militaires (FARDC) déployés dans la zone. Ces exactions ne facilitent pas les mouvements de retour d'autres déplacés se trouvant dans la zone.

Besoins et réponse humanitaires

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

- Environ 653 ménages de résidents et déplacés des sites de Nyabiondo et Bushani dont la majorité provient de l'axe Nyabiondo-Lukweti et de l'ouest de Masisi centre (en groupement Nyamaboko I et II) seront desservis en eau potable après des travaux en cours de réhabilitation du réseau d'eau de Nyabiondo, exécutés par l'ONG NRC dans le cadre de son projet d'eau, hygiène et assainissement. Les déplacés présents dans ces sites avaient fui leurs villages suite aux affrontements entre l'armée congolaise et le groupe armé Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) d'une part, et d'autre part, entre les groupes armés Forces de défense du Congo (FDC) et Nyatura.

Besoins non couverts / Alertes

Epidémie de Choléra

- La situation de choléra serait sous contrôle dans la zone de santé de Vuhovi, dans le Territoire de Lubero, selon l'ONG Save the Children International (SCI), partenaire du programme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP). Cependant, le nombre de cas continue d'augmenter dans la zone de santé avoisine de Kyondo, où 153 cas et 15 décès ont été notifiés entre le 16 juin et le 17 août. Les organisations humanitaires rapportent des besoins non couverts en intrants de prise en charge des malades et de traitement de l'eau potable dans la zone. Depuis la déclaration de l'épidémie de choléra dans les zones de santé de Kyondo et de Vuhovi le 9 juin 2014, 479 cas de choléra y ont été notifiés dont 23 décès (sources de données : Bureau central de la Zone de santé et l'ONG CEPROSSAN au 26 août).

Logistique

- Dans le Territoire de Masisi, l'accès humanitaire à plus de 200 ménages déplacés (721 personnes) vivant dans le site de Burora (environ 15 km au nord-ouest de Masisi centre) ainsi qu'à des centaines d'autres personnes vulnérables de la zone est compromis suite à la dégradation de l'axe routier Loashi – Burora depuis le début du mois d'août. La dégradation de cette route met en mal l'exécution de nombreux projets humanitaires dans la zone, dont ceux de l'eau, hygiène et assainissement (EHA) et de la santé des ONG Norwegian Church Aid (NCA) et SCI visant les déplacés et autochtones dans la localité de Burora. Cette route avait été réhabilitée par l'ONG Concern en 2013.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Bureau de la coordination des affaires humanitaires - République démocratique du Congo
Annarita Marcantonio, Chef de bureau a.i, OCHA Nord-Kivu, marcantonio@un.org, tél. +243 81 70 61 343
Vicky Prekabo, Assistant à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, prekabo@un.org, tél. +243 81 70 61 295
Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, edoumou@un.org, tél. +243 970 003 750

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net